

Congrès de Colombes

TEXTES D'ORIENTATION

DÉBATTRE ET AGIR POUR UNE FORCE POLITIQUE AUTOGESTIONNAIRE

(N.D.L.R. Au cours de la préparation du congrès, 3 textes avaient été proposés : « Non classe ? Oui classe », « Pour une nouvelle force autogestionnaire (propositions pour une consultation publique) », « Débattre et agir pour une force socialiste autogestionnaire ».

Le congrès, dans une motion préjudicielle (1.022 pour, 295 contre) a voté la prise en considération des 3 textes, mais en demandant aux congressistes de faire apparaître les convergences et les divergences.

*Après travail en commun, 2 orientations ont été proposées :
la 1^e à travers une série de textes A (A1, A2, A3),
la seconde à travers le texte B.*

L'orientation A a recueilli 687 mandats

L'orientation B a recueilli 312 mandats

Abstentions : 320 mandats

N'ont pas pris part aux votes : 163 mandats

TEXTE A

A2

La crise se prolonge, sans qu'une issue soit prévisible, et l'absence d'une alternative claire et crédible au système actuel pèse de tout son poids. Alors que des changements technologiques déjà en cours annoncent pour les dix ou vingt ans à venir des bouleversements économiques et sociaux majeurs, les principaux partis de gauche s'enfoncent dans un affrontement de caractère purement politicien.

Le repliement sectaire du PC, son alignement réaffirmé sur l'URSS, ne laissent plus aucun espoir aux militants ou sympathisants qui croyaient un redressement interne encore possible. Parallèlement l'évolution actuelle du PS, sa recherche d'alliances à droite, confirment l'impossibilité d'une greffe autogestionnaire sur un parti dont le caractère présidentiel s'accroît de jour en jour.

Moins que jamais, nous ne pouvons nous en remettre à ces deux forces politiques pour changer cette société. Nombreux sont ceux et celles qui refusent la fatalité de la situation actuelle.

Nombreux sont ceux et celles qui sont dispersés dans des petits groupes ou dans des grandes organisations, qui travaillent dans le même sens mais s'ignorent. Leurs combats morcelés perdent en efficacité.

L'autogestion peut être un facteur de rassemble-

ment et d'espoir permettant de surmonter les dispersions.

Une gauche nouvelle, unitaire et autogestionnaire doit s'affirmer pour que s'ouvrent de nouvelles perspectives à l'espoir d'une transformation socialiste de la société.

C'est le débat que le PSU souhaite aujourd'hui ouvrir avec tous ceux qui refusent la prolongation d'un tel état de fait.

La question que nous entendons poser est, à terme, celle de la création d'une nouvelle force politique capable de peser dans la bataille.

Cette proposition que fait le PSU vise bien au delà de 81 et s'adresse à des militants qui ne voteront sans doute pas tous de la même façon lors de l'élection présidentielle.

Les étapes doivent être précisées, le volontarisme ou les raccourcis organisationnels ne sont pas notre propos. Nous souhaitons qu'un processus s'engage sur des bases claires et qu'il soit fondé sur un échange et une clarification politique. Telle est la première étape que nous croyons aujourd'hui possible de proposer.

A cette fin, le PSU soumet au débat quelques thèmes et axes de réflexion rassemblés sous le titre : « Propositions pour un débat ».

Il souhaite que d'autres militants, groupes ou

organisations en fassent de même et que se créent ainsi des lieux de confrontation, de regroupement et de pratique commune.

A3

PROPOSITIONS POUR UN DEBAT

I. La crise des objectifs

L'idée du socialisme, les forces qui s'en réclament, ont animé par le passé des luttes déterminantes qui ont encore récemment marqué toute l'histoire du XX^e siècle.

Il semble qu'aujourd'hui on piétine, les grandes mobilisations du passé ayant le plus souvent cédé la place au doute et à l'interrogation. Certes en France la gauche est divisée et cette fracture, après les espoirs et les illusions mêlés, pourrait à elle seule expliquer une telle situation. Mais quelque chose de plus profond et de plus significatif ressort d'un examen, même rapide, de l'évolution mondiale de ces dernières années ;

— Une crise généralisée menace aujourd'hui la gestion de la planète, mettant en cause l'avenir de l'humanité. La politique des blocs et la recherche du profit alimentent un immense trafic des armes qui prospère en même temps que s'étendent la faim et la misère dans le monde. L'écart s'accroît entre riches et pauvres, entre les pays développés et ceux qui ne peuvent recourir aux moyens de la technologie moderne ou aux richesses pétrolières.

En même temps, le gaspillage des ressources de la planète, la destruction des grands cycles écologiques, comme la multiplication des circuits commerciaux du nucléaire et des technocrates va-t-il de pair avec la multiplication des atteintes aux droits et aux libertés.

Cette crise contraint les forces vives du mouvement ouvrier à la défensive sans que s'ouvrent pour l'avenir immédiat des perspectives de ruptures anti-capitalistes. Nous sommes à l'heure des restructurations du système dominant, de la montée des corporatismes et de l'offensive contre les libertés.

— Mais ces constatations ne sauraient être séparées d'une autre donnée tout aussi essentielle : la crise parallèle du «socialisme réellement existant». Cette crise profonde, fondamentale, aboutit à la répression psychologique, aux goulags, aux génocides. La lutte actuelle du peuple polonais pour son indépendance et pour les libertés, en particulier pour les libertés d'organisation des travailleurs, souligne encore plus le fossé qui sépare ces « socialismes » de véritables régimes populaires et démocratiques. L'idée même, longtemps acceptée dans de larges secteurs des forces populaires, que ces pays constitueraient un « camp progressiste », certes critiquable, mais représentant néanmoins un point d'appui dans la lutte anti-impérialiste, doit être à l'évidence entièrement abandonnée. Les régimes qu'exportent ces pays n'ont,

nous devons le dire clairement, rien à voir avec le socialisme pour lequel nous luttons. De même il faut constater que de nombreuses luttes de libération, une fois victorieuses, se sont traduites par la domination d'une minorité, trahissant par là même leurs objectifs.

Dans le même temps, l'évolution des forces social-démocrates ne s'est pas faite dans la direction d'un renouvellement autogestionnaire. Ces forces ont partout « géré » la crise en bons et loyaux serviteurs du capitalisme et même souvent constitué le principal soutien de l'atlantisme. Or la période de l'Etat-Providence est aujourd'hui largement dépassée et les politiques d'assistances chères à la social-démocratie butent sur les effets de la prolongation de la crise. Aussi, les normes politiques acceptées par les forces dominantes, qu'elles soient de droite ou social-démocrate ont-elles eu tendance dans la dernière période, à s'homogénéiser (Giscard/Schmidt).

Certes, ces grandes tendances sont en même temps contrecarrées par les résistances populaires aux politiques d'austérité. Des luttes, souvent sectorielles, témoignent de la dureté des affrontements sur le plan économique. Parallèlement, du sein même des forces communistes et socialistes naissent des contestations significatives. Et l'exemple polonais témoigne des forces de renouveau qui peuvent, aux temps forts de la lutte, traverser le mouvement ouvrier. Mais on ne saurait pour autant sous-estimer le fait que l'idée même de socialisme a été profondément altérée dans la conscience de nombreux travailleurs.

La crise des objectifs du mouvement ouvrier concerne donc tout autant les bases sur lesquelles fonder la transformation des rapports sociaux que la finalité et les moyens des luttes les plus actuelles.

Aussi le « printemps » des forces populaires ne viendra réellement que si se dégage une alternative explicite aux schémas jusqu'ici dominants au sein du mouvement ouvrier.

Pour cela, il est nécessaire que soient remises en cause, confrontées et clarifiées les données de base sur lesquelles fonder le socialisme ; notamment se posent avec acuité les questions suivantes :

— Qu'est ce que la propriété sociale ? Comment éviter qu'elle ne devienne une « propriété étatique » ?

— Qu'est ce que la démocratie en système socialiste ?

— Quels changements structurels sont nécessaires au socialisme :

. au plan des rapports de production : le socialisme n'est-il que l'extension des nationalisations ?

. au plan des rapports sociaux : la « propriété collective » des moyens de production suffit-elle à résoudre des problèmes tels que l'oppression des femmes, le type de croissance, la vie hors travail, etc ?

II. L'AUTOGESTION QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le PSU a, avant beaucoup d'autres, défendu l'idée de l'autogestion socialiste. C'est elle qui fonde

l'ensemble de ses propositions politiques.

Depuis, le thème a été repris par les autres forces politiques de gauche et, en quelque sorte, banalisé. Pourquoi, dans ces conditions, conserver cet objectif et la stratégie qui en découle ? Comment ces «récupérations» influent-elles sur le sens même du combat autogestionnaire ?

A. Définir le projet autogestionnaire :

L'autogestion pour laquelle nous luttons et appelons à la constitution d'une nouvelle force politique a pour conditions l'appropriation sociale des moyens de production et un nouveau type de pouvoir fondé, à tous les niveaux, sur des organes de pouvoir populaire. Elle implique une transformation globale de la société, économique, politique, culturelle, un changement de l'ensemble des rapports sociaux excluant les rapports fondés sur l'exploitation, la domination, la hiérarchie, aussi bien entre producteurs, qu'entre citoyens, hommes et femmes, entre éducateurs et éduqués, etc.

Le socialisme autogestionnaire implique à la fois :

- La tendance à l'égalité dans la vie économique, à la suppression de la hiérarchie des revenus, la socialisation des moyens de production et d'échange, la rotation des tâches.
- L'égalité dans la vie politique, la fin de la hiérarchie dirigeant-dirigés, de réseaux horizontaux et verticaux, de comités de gestion dans tous les domaines, la révocabilité à tout instant des délégués élus au suffrage universel dans l'entreprise et à tous les niveaux, une information complète et contradictoire, le refus de l'étatisme.
- Une société qui s'appuie sur le droit des peuples opprimés par un état à choisir leur destin (autonomie économique, culturelle et institutionnelle pour les minorités nationales).
- Une société qui organise et défend les droits et les libertés des hommes et des femmes, qui assure la sécurité dans le respect des différences, qui respecte le droit des minorités.
- Une société qui refuse le primat de l'économie sur la vie sociale ; et qui réalise une réduction substantielle du temps de travail et une réelle maîtrise collective des finalités de la production.
- Une société tournée vers la satisfaction des besoins de tous les peuples par l'accès à l'égalité aux ressources essentielles grâce à des processus globaux de planification autogestionnaire.

La société socialiste autogestionnaire sera une société anti-productiviste et écologique où l'homme doit passer avant l'économie, une société pluraliste, une société où l'Etat doit aller en déclinant.

La société autogestionnaire ne sera pas une société sans conflits.

Le mythe des lendemains qui chantent est dangereux. C'est en son nom que des générations ont été

sacrifiées (URSS, Cambodge). Il ne suffit pas de crier ou de décréter liberté, démocratie, socialisme pour éviter la dictature. La construction de l'autogestion suppose une lutte longue et des conflits durs pour contrôler tous les pouvoirs. La diminution du rôle de l'Etat, son dépérissement, sera un long processus dans lequel il faudra gérer l'Etat tout en luttant contre son emprise. Toute société qui voudrait nier ses conflits et ses contradictions, qui viserait à l'uniformisation des comportements serait amenée à un moment ou à un autre à des mesures autoritaires et coercitives.

B. Définir la stratégie autogestionnaire

Etant un projet de transformation globale de la société, le projet autogestionnaire exige, sur le plan stratégique, une étroite liaison entre luttes sociales et luttes politiques. Cette liaison comporte deux exigences essentielles :

— que soit systématiquement mis en avant les objectifs de contrôle ouvrier et de contrôle populaire pour consolider les acquis des luttes sociales et marquer des avancées dans la direction du pouvoir populaire et de l'autogestion ;

— que prédomine la volonté de construire, à travers la recherche de l'unité populaire, un bloc social-anticapitaliste défendant en priorité les plus exploités et unifiant les luttes dans et hors production, capable de mener une action majoritaire pour la transformation radicale de la société.

Dans une telle perspective, l'expérimentation sociale peut constituer l'un des moyens du combat autogestionnaire ! Souvent ses militants sont à l'origine d'expériences de formes de production ou d'organisation de la vie sociale alternatives. Mais, pour être positive, l'expérimentation sociale doit s'intégrer dans une stratégie autogestionnaire tendant à une transformation globale de la société. Sinon elle rejoint les projets de société duale qui excluent de la sphère à autogérer les secteurs essentiels de la production et du pouvoir d'état. Croire qu'il y aurait dans le système actuel des secteurs autogérables et un pouvoir indépendant des classes et de leurs luttes relève d'illusions politiques que nous entendons combattre.

C. Définir les forces sociales sur lesquelles s'appuie le projet autogestionnaire

C'est d'abord celles qui subissent, dans la société capitaliste, les rapports d'exploitation essentiels, et les rapports de domination qui en découlent : la classe ouvrière traditionnelle et d'autres catégories, non ou peu qualifiées, du commerce, des services, de l'administration. Le prolétariat ainsi constitué est, de plus, modelé par d'autres contradictions, entraînant des rapports de domination spécifiques : hommes/femmes, français/immigrés, différentes nationalités de l'hexagone.

De par ces contradictions, des couches importantes du prolétariat rejoignent d'autres catégories

sociales dans les luttes telles que : luttes des femmes, luttes anti-racistes, luttes des minorités nationales, luttes portées par le mouvement écologique, etc...

C'est à travers cette dynamique que les forces sociales pour le projet autogestionnaire se définissent.

L'autogestion socialiste ne constitue pas un projet clos, fixé une fois pour toutes. Aujourd'hui, peut être plus que précédemment, elle exige mises à jour et exploration de questions essentielles telles que :

— la perversion possible de l'autogestion par la croissance du phénomène bureaucratique,

— les rapports de l'autogestion avec les tendances au repli sur soi corporatiste, (particulièrement menaçant en période de crise) et la lutte contre l'anarchie dans la production qui peut en résulter.

— globalement qu'entend-on aujourd'hui par processus de «*Socialisation*» en opposition à une prise de pouvoir bureaucratique ? Par quelle transition y parvenir ?

— Quelles peuvent être aujourd'hui les voies concrètes de l'autogestion ? Depuis LIP et surtout avec l'entrée dans une crise longue, les possibilités d'émergence de formes de contrôle (ouvrier et populaire) se sont largement modifiées. Quelle peut être maintenant leur réalité, sur quelles expériences s'appuyer, en vue de quels objectifs significatifs ?

III. LA CRISE DE LA REPRESENTATION POLITIQUE

Déjà le quadripartisme au moment des élections européennes avait montré le décalage entre l'opinion et les seuls partis admis par l'institution à la représenter. Ce décalage avait été sanctionné par un taux record d'abstentions et de votes nuls.

Au ras-le-bol à l'égard du monopole politique des «*quatre grands* » s'ajoutent le discrédit de la fonction présidentielle et le désintérêt à l'égard des discours politiques stéréotypés et de la politique spectacle.

Les grands partis de gauche, PS et PC, sont également frappés par la crise de la représentation politique. Ils acceptent les règles du jeu institutionnel, le présidentialisme et l'essentiel de la Constitution de 58. De plus, ils se rallient à des options de la droite qui engagent un choix de société (Défense, Nucléaire civil) ou développent des discours parallèles (Immigrés, Sécurité). Leurs pratiques et leurs organisations sont contradictoires avec un projet autogestionnaire.

Pour le PCF, son mode de fonctionnement incrustablement bureaucratique, son alignement réaffirmé sur la politique soviétique, son sectarisme et son parti-pris d'isolement le coupent d'une grande partie de la classe ouvrière qu'il prétend être le seul à représenter. Avec ses dernières manifestations (Vitry, Cormeilles..), il consacre sa rupture avec les principes de l'internationalisme et même avec la démocratie la

plus élémentaire. La crise traverse ses propres rangs, elle n'atteint pas seulement la masse de ses intellectuels, mais aussi des ouvriers, des cadres permanents, des élus.

Pour le PS, le caractère présidentiel du parti, la substitution de la lutte pour le pouvoir à la lutte des idées, l'absence de toute perspective autogestionnaire a déjà ouvert une crise sévère du militantisme. Selon les résultats de 81 la crise peut s'approfondir.

Les dernières péripéties de la préparation des présidentielles montrent qu'il est illusoire de vouloir changer de l'intérieur.

Le courant trotskyste quant à lui s'enferme dans le dogmatisme et dans le parasitisme par rapport au PC et au PS.

Tout un secteur de l'extrême gauche entame des remises en cause sur les questions fondamentales du socialisme.

Les luttes des femmes contribuent, elles aussi, à remettre en cause l'actuelle représentation politique.

Cette crise soulève une série de questions quant aux thèmes abordés, aux formes d'action proposées, au langage même employé par les forces politiques, aux structures et aux modes de fonctionnement. Elle concerne aussi les pratiques de l'unité et les rapports entre partis et mouvements sociaux.

IV. QUEL REGROUPEMENT, COMMENT Y PARVENIR ?

La recomposition politique à laquelle nous voulons aboutir tend à un regroupement dans une nouvelle organisation, nouvelle par le contenu de son projet politique qui doit tenir compte des expériences positives mais aussi négatives du mouvement ouvrier, nouvelle par ses structures qui ne doivent pas reproduire les schémas traditionnels du centralisme ou du parlementarisme.

C'est une nouvelle force politique que nous devons constituer, autogestionnaire, unitaire et pluraliste, qui soit à la fois :

— un outil pour les luttes collectives, luttes défensives ou luttes de contrôle,

— un lieu où s'élève une réflexion d'ensemble, analysant à la lumière de toutes les expériences ou expérimentations les voies, et moyens de la transition vers l'autogestion, où s'élaborent des axes unificateurs permettant de dépasser les contradictions entre les différentes couches ou catégories intéressés au changement.

La nouvelle force politique recherchera des structures autogestionnaires, des pratiques de démocratie directe et de collégialité, une circulation totale de l'information et essaiera, dans la mesure du possible, de préfigurer la société de demain très largement décentralisée et régionalisée, reconnaissant aux nations de la République française le droit de se don-

ner des structures politiques autonomes.

Cette force politique, outil d'une cohérence d'ensemble n'a pas vocation à être unique et ses relations et ses rapports avec les autres organisations et mouvements doivent se placer sur un pied d'égalité dans l'abandon de toute affirmation du primat d'une conception politique sur les autres et de toute pratique de courroie de transmission.

Cette force n'existe pas actuellement, elle est à créer.

Un large débat devrait selon nous s'ouvrir à ce sujet. Il concerne de nombreux points, par exemple :

— comment intégrer réellement les militants des secteurs de la production à tous les niveaux du fonctionnement de l'organisation ?

— comment insérer dans le parti les militants qui ne sont d'abord motivés que par une partie de son programme ? Y ont-ils une place et dans ce cas laquelle ? Comment les tenir au contact de la réalité politique de l'ensemble de l'organisation ? Dans ce but, quels types de formation mettre en œuvre ?

— quelles structures nouvelles ?...

Le P.S.U. ne peut être qu'un élément de cette nouvelle force politique qui doit d'abord rassembler l'ensemble de ce qu'on appelle le « courant autogestionnaire ».

Ce courant existe déjà notamment au sein de la CFDT, dans certaines organisations populaires comme les organisations de consommateurs et de défense du cadre de vie. Nous nous adressons à l'ensemble des militants critiques du PC, aux autogestionnaires du PS qui ne peuvent plus espérer dans les changements positifs de leurs organisations.

Nous nous adressons aux militant(e)s qui, en particulier dans l'union dans les luttes, se réfèrent à une démarche de débat et d'action en commun et ne pensent pas que l'Unité puisse se reconstruire actuellement à travers un simple accord PC/PS. De nombreuses militants syndicaux, en particulier CGT, y trouvent un lieu d'expression de leur désarroi face à l'absence de perspectives offertes par les directions syndicales.

Nous nous adressons aux militants d'extrême gauche qui s'interrogent et à ceux qui agissant dans l'action au niveau syndical ne se réfèrent plus aux organisations existantes.

Nous nous adressons aux féministes qui recherchent la confrontation avec d'autres secteurs militants pour un projet autogestionnaire intégrant les acquis de leur réflexion et de leurs luttes.

Nous nous adressons aux animateurs des luttes écologistes, tout particulièrement anti-nucléaires pour qui l'écologie et l'anti-productivisme ne prennent tout leur sens que liés à un projet autogestionnaire global.

Nous adressons enfin à ceux qui n'ont aucun engagement parce qu'ils attendent une rénovation de la pratique politique pour participer à la lutte pour le socialisme et l'autogestion.

Le débat qui peut s'ouvrir à partir de ces propositions et d'autres n'est qu'une première étape. La suite de cette démarche est à discuter par l'ensemble des militants concernés : elle peut se concrétiser par des convergences visant à développer ou à créer des pratiques communes (journaux locaux, de quartier ou d'entreprise par exemple).

Ces initiatives prépareraient le terrain à un débat plus large qui pourrait s'ouvrir après Mai 81. Elles déboucheraient à terme sur une confrontation nationale, peut être après les réunions régionales, sur une base aussi large que possible de militants concernés par le thème du regroupement. Alors pourrait commencer une troisième phase :

A1

QUELLE FORCE POUR L'AUTOGESTION? QUELLE DÉMARCHE?

Le blocage de la situation à gauche, la crise de la représentation politique, tant dans la gauche traditionnelle que dans l'extrême gauche et chez les écologistes font qu'un nombre croissant de militants ressent concrètement la nécessité d'une nouvelle force politique.

Des couches militantes très diverses, groupes constitués ou non, peuvent devenir des interlocuteurs dans la perspective de la construction d'une force autogestionnaire. Il est donc nécessaire pour le P.S.U. de lancer un débat et d'engager une démarche pour la constituer. Ce regroupement ne se fera pas d'un seul coup, ni sans problèmes, il s'agit d'engager un processus qui comprendra plusieurs phases. Dans la période qui vient, trois objectifs :

1. Nécessité d'engager un débat avec les différents interlocuteurs potentiels sur la nouvelle force politique. C'est dans ce cadre que s'inscrit la proposition « intitulée » *Un débat pour une force politique autogestionnaire*.

2. Simultanément, la recherche des pratiques communes favorisera l'émergence de cette force politique.

3. Il est de la responsabilité des fédérations de recenser dès maintenant les possibilités qui existent localement pour parvenir à un bilan au Congrès de fin 81.

Il est trop tôt pour préjuger aujourd'hui de la forme que pourrait prendre cette nouvelle force. Cependant nous pouvons dire dès à présent qu'une organisation de type parti est nécessaire - et le sera de plus en plus face à la crise - comme lieu d'unification, de synthèse, de dépassement des motivations spécifiques des milliers de camarades, dans différentes couches sociales et investissements militants, comme outil de lutte, comme un acteur essentiel dans la prise du pouvoir d'état.

Ceci n'exclut pas la nécessité d'un débat et d'une réflexion sur le type de fonctionnement, les structures, les rapports avec les mouvements sociaux.

TEXTE B

Ce texte part de la constatation d'un certain nombre de convergences entre les textes 1 et 3, nous avons essayé de les mettre sur le papier en ce qui concerne la question centrale de ce congrès : « Quelle force pour l'autogestion socialiste »

B

Plusieurs pistes de réflexion sont à poser en principes de base pour situer le sens des actions à lancer dans la période de l'après Mai 1981. La situation économique de la période (crise), l'état de la gauche traditionnelle conduisent un certain nombre de travailleurs à ne plus faire confiance aux propositions habituelles qui leur sont faites et à s'interroger sur la possibilité d'autres voies. Le PSU se doit de répondre à cette attente.

I. A quelles forces s'adresse-t-on ?

Nous rappelons au préalable que nous nous situons dans la gauche révolutionnaire. C'est à dire qu'il ne s'agit pas pour nous seulement de rendre moins dure l'exploitation capitaliste mais de se prononcer <pour> un changement fondamental de société, même si des mesures concernant la durée du travail et le SMIC sont nécessaires.

Il s'agit de poser des jalons vers l'Unité populaire qui passe aujourd'hui par la recherche de l'unité des travailleurs contre la politique du pouvoir.

Nous nous adressons prioritairement aux travailleurs mais aussi à toutes les couches en lutte contre les divers aspects de la société capitaliste et qui les rapproche objectivement de la lutte des classes.

1. Les syndicats ouvriers ont des positions que nous critiquons à juste titre. Encore faut-il pouvoir discuter avec eux de façon constructive. Les militants du PSU sont présents dans les syndicats. Encore faut-il - tout en respectant la nécessaire séparation Parti-Syndicat - que les militants du PSU puissent confronter le contenu de leur lutte et de la solidité de leur analyse sur ce point.

2. La gauche traditionnelle : l'apparition d'une force autogestionnaire ne peut venir que d'une recomposition du mouvement ouvrier populaire. Il n'y aura pas d'avancée réelle sans que des pans entiers des secteurs influencés par les réformistes ne se détachent des partis traditionnels et rejoigne le champ des autogestionnaires ; l'action en direction du PC et du PS n'est donc pas négligeable. Il faut aussi accorder de l'attention aux « dissidents » du PC et du PS. Un véritable travail politique exclut les tentatives d'accord au sommet avec tel ou tel ténor des constestataires, mais doit s'appuyer sur un débat public autour des perspectives autogestionnaires.

3. Les mouvements sociaux posent des questions qui nous interpellent, d'autant plus qu'elles sont partiellement prises en compte par la gauche traditionnelle même si elles le sont de manière démagogique.

Mais il n'est pas question de concevoir les mouvements sociaux comme un simple groupe de pression uni sur une base minimum. En effet un groupe de pression ne se pose pas la question de la transformation révolutionnaire de la société. Nous devons travailler avec ceux qui se situent sur une base anticapitaliste.

Alors que le courant trotskyste (LCR - OCI) s'enferme dans le dogmatisme et le parasitisme par rapport au PC et au PS, ce qui reste du courant populiste (OCT - PCR) entame des remises en cause qui le rendent plus ouvert à des perspectives de débat et d'action en commun.

II. Quel parti dans la période ?

En fonction de l'analyse précédente un parti porteur d'un projet de société socialiste autogestionnaire s'impose. Il est nécessaire pour la confrontation et la synthèse des pratiques, afin de globaliser les luttes dans une dynamique révolutionnaire (renversement du pouvoir d'état).

Ce parti peut se donner des structures qui, sans être figées permettent l'échange et le débat en conséquence l'homogénéisation du projet politique.

Il ne peut donc être question de le définir comme un simple mouvement fédéraliste qui ne servirait qu'à ossifier chaque secteur d'intervention. Un tel mouvement atomiserait les luttes et leur ferait perdre toute possibilité d'une élaboration commune d'une stratégie globalement capitaliste.

III. Quelques propositions

Les quelques propositions que nous faisons en conclusion sont destinées à être mises en pratique immédiatement pour préparer l'après électin présidentielle.

- Devant le danger de complication de la situation internationale (quelle politique Reagan ? quelles interventions d'URSS ? quel impérialisme français ?) dans un premier stade, convocation d'un colloque anti-impérialiste.

Le rôle économique et politique de l'Europe capitaliste est aujourd'hui une donnée essentielle de la vie politique. C'est pourquoi le PSU doit reprendre les contacts européens qui avaient donné lieu aux conférences de Bruxelles, Turin et Paris dans le but de coordonner un certain nombre de luttes au niveau européen (espace judiciaire, solidarité concrète avec le tiers-monde, luttes paysannes, luttes ouvrières), et de faire avancer la réflexion sur les problèmes de la crise capitaliste ; la sortie de la crise du point de vue des intérêts des travailleurs ne peut être strictement

nationale et nous oblige à une participation accrue aux luttes internationales qui marquent une rupture.

- Débat sur les stratégies syndicales en deux temps : un premier temps visant à réunir pour un débat les militants PSU - CFDT et CGT - ensemble à plusieurs niveaux (fédéraux, régionaux, nationaux ou branches). Organiser un colloque public sur ces thèmes.

Ces débats doivent être guidés par la recherche de l'unité d'action et aider à l'expression des militants des entreprises.

- Les 35 heures. Déjà pendant la campagne présidentielle, il convient de mettre l'accent tout particulièrement sur l'introduction d'un seul coup des 35 heures. Le parti l'a dit maintes fois. Toutefois, la mise en œuvre de cette campagne traîne.

L'horizon des 30 heures préconisé par la commission économique du PSU avec une proposition d'un « calendrier » réalisable pour y parvenir en quelques années ne doit entraîner sous aucun prétexte l'abandon du mot d'ordre « 35 heures immédiatement ».

- Enfin, il ne faut pas oublier l'expérience de nos camarades qui sont confrontés aux dures réalités du travail en commun dans les municipalités dites d'*Union de la Gauche*.

Leur pratique et les analyses qu'ils en tirent sont riches d'enseignement pour l'ensemble du mou-

vement vers lequel nous tendons. En effet la municipalisation bien plus que la gestion municipale est un type d'expression que nous ne devons pas négliger ; bien plus elle est le ferment d'une expression populaire.

Actuellement, trop souvent les élus du parti ont le sentiment d'être isolés et de se débattre sans le soutien critique de leur parti. Un peu de volontarisme s'impose. Mieux encore les confrontations, au même titre que les autres, de ces expériences est indispensable.

Nous proposons des formes de confrontation diverses, le but étant d'étudier les possibilités d'intervention communes sur des points précis (luttes à l'entreprise et hors l'entreprise, contre la militarisation de la société par l'informatique et le nucléaire, pour les droits des femmes, contre les atteintes aux libertés, contre la politique des deux superpuissances, nécessité pour le PSU d'être le fer de lance du soutien au mouvement anti-colonialiste qui se développe dans les DOM-TOM).